



Edito lettre électronique

Rentrée 2018 : la riposte !

Mouvement étudiant, grèves SNCF, mobilisations dans les hôpitaux... Le printemps a connu de nombreux mouvements sociaux contre des réformes imposées par le gouvernement. L'été a marqué un temps d'arrêt et le gouvernement comptait sur la torpeur estivale pour endormir toutes ces contestations. Malgré son image quelque peu écornée par « l'affaire Benalla », le gouvernement n'entend pas, cependant, mettre un frein aux réformes. Au regard du menu concocté par nos dirigeant·es, la rentrée ne laissera guère de répit aux salarié·es !

Si le plat de résistance risque d'être la réforme des retraites dont on connaît désormais les principaux contours (une introduction du régime par points remettant en cause toute l'histoire de la protection sociale créée après-guerre), la Fonction publique et les services publics sont aussi dans la ligne de mire : le projet de 2018 piloté par le Comité 2022 prévoit une baisse de la part de la dépense publique dans le PIB de plus de trois points.

Ce Comité 2022, même s'il se défend d'aborder la Fonction publique et les services publics à travers le prisme comptable, préconise une baisse des dépenses, à moyen terme, d'une « trentaine de milliards d'euros ». À charge pour chaque ministère de contribuer à cet objectif à travers trois axes : coupes dans les effectifs, « assouplissement » du statut de la Fonction publique et accroissement du personnel précaire. Le ministre de l'Éducation nationale a, dans ce cadre-là, déjà fait preuve d'un zèle exemplaire si l'on en croit les annonces de juillet. En effet, en plus des trois axes, le ministre vise aussi d'autres objectifs avec un menu très copieux : profilage de postes, création d'une agence d'évaluation, fusion d'académies pour être en adéquation avec les régions, pré-recrutement pour les futur·es enseignant·es...

Notre secteur subira aussi les conséquences des réformes votées l'an dernier.

En ce qui concerne Parcoursup, la pilule s'avère amère pour certain·es lycéen·nes qui n'ont pas obtenu de places d'accueil dans l'enseignement supérieur. Les établissements privés se frottent les mains : pour les familles aisées, leurs portes leur sont grandes ouvertes ; pour les autres... Désolé, ce ne sera pas possible ! La démocratisation scolaire à la sauce gouvernementale est en marche !

Dans les lycées, les collègues vont voir l'application de la réforme votée l'an dernier. La CGT Éduc'action s'est largement exprimée sur cette réforme qui instaure une sélection précoce et qui ne résoudra en rien la difficulté scolaire et accentuera le tri social des jeunes. Là encore, la mobilisation doit se poursuivre.

Concernant la voie pro, la communication du ministère semble bien huilée et les effets de langage sont nombreux : « Viser l'excellence », « les Havard du Pro ». **La CGT Éduc'action a réagi dès les premières annonces sur cette réforme. D'ores et déjà, à notre initiative, une intersyndicale s'est réunie pour construire une journée de mobilisation dès le mois de septembre. Cette mobilisation que nous souhaitons la plus large possible doit être à la hauteur des enjeux et doit être le point d'appui pour d'autres journées de mobilisation.**

2018 est une année électorale pour toute la Fonction publique. Au vu des menaces qui planent sur elle, la CGT doit être renforcée comme première organisation dans tous les secteurs. Afin de soutenir les valeurs qu'elle défend, pour ces élections, le vote CGT est un vote nécessaire et incontournable.